



Position de la SARL Librairie Lajarrige membre de l'Association des Librairies Indépendantes des Pays de la Loire et du Syndicat de la librairie française en réponse à la consultation publique de l'ARCEP portant sur la proposition de tarif minimum pour la livraison des livres prévue à l'article 1 de la loi du 30 décembre 2021 visant à conforter l'économie du livre et à renforcer l'équité et la confiance entre ses acteurs

Réponse à la consultation publique

Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?

Le tarif minimum de 3€ n'est pas suffisant. Comme le montrent les calculs de marge figurant en annexe 1, ce tarif ne permettrait même pas de couvrir ne serait-ce que les seules charges variables des libraires affectées à l'activité de livraison. Ce tarif ne répond donc pas aux deux critères fixés par la loi, à savoir la prise en compte de la réalité des tarifs postaux et le développement du réseau de détaillants de livres.

Nous demandons un tarif minimum de livraison de 4,50 € quelque soit le montant d'achat.

Ce tarif reste inférieur à celui en vigueur sur les principaux sites e-commerce (Amazon, CDiscount, Fnac, Darty, Leclerc...) pour un très grand nombre de produits, en l'occurrence 4,99€.

Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?

Nous sommes résolument opposées à la réintroduction de la quasi-gratuité des frais de port alors que la loi du 30 décembre 2021 a pour objectif de la faire disparaître car elle introduit une distorsion de concurrence. Comme en 2014, ce serait de nouveau faire échec à la volonté politique exprimée par le législateur.

La réintroduction de la quasi-gratuité conforterait la politique de « dumping » imposée par le leader du marché de la vente en ligne et contredirait ainsi les objectifs du prix unique du livre. L'économie des libraires indépendants rend impossible toute atteinte d'un équilibre financier dès lors que la quasi-gratuité des frais de port serait maintenue (cf. annexe 1)

Le raisonnement visant à penser que les librairies pourraient compresser leurs marges pour offrir la quasi-gratuité des frais de port à partir d'un certain panier d'achat ne tient

compte ni de la situation financière très tendue de ces commerces ni de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent, contrairement à toutes les autres branches du commerce, de se rattraper sur le prix de vente du produit principal, ce prix étant fixé par l'éditeur et non par le libraire. A ce titre, la comparaison avec les usages ayant cours en ligne pour d'autres produits n'est pas pertinente car elle ne tient pas compte de la spécificité du marché du livre, secteur régulé par un prix unique fixé par l'éditeur.

La quasi-gratuité des frais de port est une aberration écologique. Elle entraîne une multiplication des livraisons alors que des librairies de proximité peuvent répondre aux demandes des lecteurs urbains qui constituent la grande majorité des acheteurs sur internet, selon les données du CREDOC ¹.

Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?

Nous réaffirmons notre opposition résolue à tout retour de la quasi-gratuité.

Si, malgré l'ensemble des raisons mentionnées plus haut, l'ARCEP maintenait un tel principe, il est incontestable qu'un seuil de 25€ serait de surcroît beaucoup trop bas. Ce seuil correspond en effet au panier moyen pour les commandes de livres expédiées par les libraires. C'est le prix unitaire de la majorité des bandes dessinées ou d'un panier composé d'un livre grand format et d'un livre de poche.

La quasi-gratuité des frais de port serait dès lors applicable à la majorité des paniers vidant la loi de ses effets. Elle n'inciterait pas davantage de librairies à proposer une activité d'expéditions et forcerait sans doute celles qui le proposent actuellement à s'aligner sur ces nouveaux barèmes en rendant cette activité encore moins rentable qu'aujourd'hui.

Dans l'éventualité où un seuil de déclenchement de la quasi-gratuité devait être maintenu, nous souhaitons qu'il ne soit pas inférieur à 50 à 60€. Au-delà de ce seuil, si le tarif minimum de frais de port devait être abaissé, il devrait représenter environ la moitié du tarif s'appliquant aux commandes inférieures à 50 ou 60€, soit un tarif minimum de 2,25€.

¹ Selon les chiffres du Credoc, ce sont les habitants des zones urbaines à forte densité de population qui achètent le plus sur internet. Ainsi, 61% des Français résidant dans l'agglomération parisienne achètent en ligne et 57% des personnes vivant dans une agglomération de plus de 100 000 habitants, contre 50% seulement des habitants des zones rurales.

84% des « cadres et profession intellectuelle supérieure » (terminologie du Credoc) achètent en ligne, 67% des employés, 56% des ouvriers et 50% des personnes au foyer. Même si la pénétration a progressé dans toutes les catégories professionnelles, sa structure est quasi-inchangée depuis 2010.

Par effet de miroir, ce sont naturellement, les diplômés de l'enseignement supérieur qui achètent le plus sur Internet. Ils sont 78% à faire des achats, contre 70% pour les personnes qui ont le niveau bac et 21% pour les non-diplômés. Cette dernière catégorie, se situe 34 points en dessous de la moyenne nationale (55% des Français qui achètent en ligne).

Question Q4 : que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?

- **Livraisons outre-mer : l'ARCEP propose que le tarif minimum s'applique de manière identique pour une livraison en métropole et outre-mer**

Nous sommes favorables à cette disposition.

- **Cas des envois regroupant des livres avec d'autres produits : dans les cas où un colis contiendrait des livres conjointement à d'autres produits, l'Arcep envisage de proposer que le montant de la prestation de livraison d'un colis soit au moins égal au tarif minimum déterminé en application du seul montant des livres transportés dans ce colis.**

L'application du tarif minimum de frais de port aux colis contenant des livres conjointement à d'autres produits est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- **Cas des commandes nécessitant plusieurs colis : l'Arcep propose que lorsqu'une commande implique plusieurs colis distincts, le tarif minimum s'applique à chaque colis en fonction de la valeur des livres qu'il transporte.**

Nous ne sommes pas favorables à une facturation des frais de port au colis plutôt qu'à la commande. En effet, dans le cas d'envois fractionnés du fait d'une indisponibilité temporaire d'une partie des livres commandés (ou d'une commande comportant un livre en pré-commande), le site internet serait dans l'obligation de se retourner vers le client pour lui facturer des frais de port en sus de ceux réglés initialement lors de la commande et alors même que la responsabilité de la disponibilité partielle des ouvrages n'incombe pas au client mais au détaillant. Cette disposition est non seulement difficilement imaginable sur un plan commercial mais elle serait très difficile à appliquer techniquement.

Le SLF fait remarquer que, dans la situation actuelle, les frais de port applicables à une commande faisant l'objet d'une expédition fractionnée sont d'ores et déjà « chargés » sur le premier colis et non sur le ou les suivant(s).

Dans ces conditions, nous défendons l'application du tarif minimum de frais de port à la commande et non au colis.

- **Programmes de fidélité : la prestation de livraison étant accessoire à la vente de livres, l'Arcep envisage de proposer que la prestation de livraison soit nécessairement payée par l'acheteur, pour un montant au moins égal**

au tarif minimum de livraison, de manière concomitante au paiement des livres. Ainsi, si la souscription à une offre d'abonnement multiservice, tel qu'Amazon Prime ou la Carte FNAC+, peut effectivement accorder un avantage tarifaire sur la livraison de livres, cet avantage ne peut faire en sorte que le tarif payé par l'acheteur pour l'envoi des livres soit inférieur au tarif minimum prévu en application de la loi n° 2021-1901.

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- **Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.**

Nous souscrivons à cet objectif de simplicité et de facilité de mise en œuvre de la mesure.